



## FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDES « DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT SPECIFIQUE »

Cadre communautaire temporaire pour les aides d'État destinées à favoriser l'accès au financement dans le contexte de crise économique et financière actuelle - communication de la Commission du 7 Avril 2009 modifiée

Décision d'approbation par la Commission européenne du 2 décembre 2009 sous le « régime N609/2009 »

Transmettez l'original à la Direction Départemental des Territoires et de la Mer des Pyrénées Orientales  
(2 rue Jean Richepin BP 50909 66020 Perpignan Cedex) et conservez un exemplaire

Date limite de dépôt des dossiers : **30 AVRIL 2010**

### Cadre réservé à l'administration

N° d'enregistrement du dossier : \_\_\_\_\_

Date de réception du dossier complet par la DDTM

## 1 – DESIGNATION DU DEMANDEUR

### Exploitant individuel

N° PACAGE \_\_\_\_\_

**CIVILITE :**  Madame  Mademoiselle  Monsieur

**NOM de naissance du demandeur :**

\_\_\_\_\_

**NOM d'usage du demandeur :** (le cas échéant)

\_\_\_\_\_

**Prénom :** \_\_\_\_\_

**Date de naissance :** \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

**Situation de famille :** .....  
(marié, célibataire, veuf, divorcé)

**Capacité professionnelle :** diplômes de niveau V (mentionner BTA ou BAC Pro) ou IV (mentionner BEPA, BPA)

.....

**Durée de pratique agricole** (en qualité de chef d'exploitation à titre principal ou secondaire) : ..... ans

**Etes-vous exploitant assuré actif, à titre principal ?** OUI  NON

Date d'affiliation en qualité de chef d'exploitation à titre principal : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_

Si non,

**Etes-vous exploitant assuré actif, à titre secondaire ?** OUI  NON

Date d'affiliation en qualité de chef d'exploitation à titre secondaire : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_

Profession principale : .....

**N° MSA :** \_\_\_\_\_

**Percevez-vous une retraite ?** OUI  NON

**Etes vous jeune agriculteur ?** OUI  NON  ( oui si vous êtes installé après le 01/12/2004 et âgé de moins de 40 ans)

**En dehors de votre profession d'agriculteur (ou de votre retraite) avez-vous une activité rémunérée ?**

OUI  NON  Si oui, laquelle ? .....

**Etes-vous associé dans une société d'exploitation agricole ?** OUI  NON

Si oui, laquelle : .....

### **Votre conjoint(e)**

NOM : .....Prénom: ..... date de naissance / /

A-t-il (elle) une exploitation différente de la votre ? OUI  NON

Si oui, quelle en est la superficie ?  ha  a

hors-sol :  m<sup>2</sup> ou nombre de places :

A-t-il (elle) une autre profession ? OUI  NON  Si oui, laquelle ? .....

### **Votre adresse**

*(Adresse permanente du demandeur)*

Rue ou lieu-dit, :  
.....

Code postal :  Commune : ..... ☎ :

■ :

N° de télécopie :  Mail : .....@.....



## 2 – GENERALITES SUR L'EXPLOITATION

- SAU exploitée : |\_|\_|\_|\_|ha|\_|\_|\_| a      ● SAU pondérée : |\_|\_|\_|\_|ha|\_|\_|\_|a  
 hors-sol : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_| m<sup>2</sup>      ou nombre de places : |\_|\_|\_|\_|\_|

- Principales productions : ( à entourer )..

### PRODUCTIONS :

- Bovins viande      Bovins Lait      Ovins Viande      Ovins Lait      Caprins
- Maraîchage.      Arboriculture      Horticulture      Viticulture
- Autres ( à préciser ).....

- Unités annuelles de travail agricoles familiales  
 (Chef d'exploitation et membres de sa famille travaillant sur l'exploitation)

	Travail sur l'exploitation (0,5 à 1)	Travail hors exploitation (0,5 à 1)	TOTAL
Chef d'exploitation :	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Conjoint :	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Aides familiaux :	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<b>Total :</b>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

- Main-d'œuvre employée sur l'exploitation

Nombre d'aides familiaux travaillant avec le demandeur :

Nombre de salariés non familiaux occupant un emploi permanent :

Nombre de salariés saisonniers (calculé en équivalent temps-plein) :

## 3 – NATURE DES AIDES SOLLICITEES (à cocher)

✓ Aide à l'audit simplifié  150 € / audit simplifié

✓ Aides au titre du dispositif « d'accompagnement spécifique »

L'aide de l'Etat au titre du dispositif d'accompagnement spécifique ne peut excéder 15.000€ au maximum par exploitation, Elle comporte une prise en charge partielle d'intérêts bancaires et/ou de cotisations sociales .

## 4 – ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

### Je déclare :

- ✓ Être âgé de moins de 60 ans,
- ✓ Exercer à titre principal mon activité agricole (*c'est-à-dire retirer de mon activité agricole au moins 50% de mon revenu global depuis au moins 3 ans.*)
- ✓ Ne pas bénéficier d'un avantage servi par un régime obligatoire d'assurance vieillesse,
- ✓ Justifier d'une capacité professionnelle suffisante (*c'est-à-dire soit posséder un diplôme ou un certificat de niveau équivalent au brevet d'études professionnelles agricoles ou au brevet professionnel agricole, soit justifier d'une pratique professionnelle de 5 ans sur une exploitation agricole.*)
- ✓ Certifier exactes les données que je fournis, relatives à mon exploitation et au revenu familial global.

### Je m'engage à apporter tous les éléments d'information:

- ✓ permettant de déterminer le revenu familial global de mon exploitation,
- ✓ permettant de calculer l'endettement, la baisse de rentabilité et l'augmentation de l'endettement court terme de mon exploitation.

### Je prends acte :

- ✓ Que le montant de l'aide que je sollicite me sera versée par l'ASP à l'exception d'une éventuelle prise en charge de cotisations sociales qui sera versée par l'État à mon organisme de protection sociale qui procédera aux régularisations financières pour mon compte,
- ✓ Que je serai tenu de rembourser les sommes perçues, assorties des intérêts au taux légal, si je fournis des données inexactes,
- ✓ **Que ma demande ne peut être retenue si je ne remplis pas les conditions requises ci-dessus, notamment si le revenu familial par actif du foyer est supérieur au SMIC net annuel (12.444€).**
- ✓ Que si mon exploitation a été placée en redressement judiciaire ou fait l'objet d'un plan de redressement en cours à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2008, ma demande n'est pas recevable.

### J'autorise :

Les agents chargés du contrôle par les instances compétentes (Direction Départementale des Territoires et de la Mer...) :

- ✓ à vérifier l'exactitude des renseignements que j'ai fournis ainsi que le respect de mes engagements
- ✓ à vérifier, sur mon exploitation, accompagnés par moi-même ou mon représentant, la correspondance entre les éléments figurant sur ma demande d'aides et la situation réelle.

La Mutualité Sociale Agricole à fournir à la DDTM l'ensemble des informations relatives à mon affiliation

### Je joins les pièces suivantes :

Exemplaire original de la demande, complété et signé	<input type="checkbox"/>
Photocopie du dernier avis d'imposition	<input type="checkbox"/>
Photocopie de la carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité ou du livret de famille tenu à jour	<input type="checkbox"/>
Copie du diplôme de niveau V (BTA ou BAC Pro) ou IV (BEPA, BPA) le cas échéant	<input type="checkbox"/>
Pour les demandeurs sociétaires (autres que GAEC et EARL) : Statuts à jour relatif à la répartition du capital social	<input type="checkbox"/>
RIB ou RIP (ou copie lisible) au nom du demandeur ou de la société	<input type="checkbox"/>
Le cas échéant, notification du forfait par l'administration fiscale	<input type="checkbox"/>
Attestation MSA précisant le statut et la durée d'affiliation (la durée d'activité à titre principal est indiquée).	<input type="checkbox"/>
Photocopie de la déclaration du foyer fiscal de la dernière année civile.	<input type="checkbox"/>

### J'atteste sur l'honneur :

Que les renseignements fournis à l'appui de la présente demande sont sincères et véridiques (Art.22.II de la loi n°68-690 du 31.07.68 : « quiconque aura fourni sciemment des renseignements inexacts ou incomplets dans la déclaration exigée en vue d'obtenir de l'État un paiement ou avantage quelconque indu, sera puni d'un emprisonnement et d'un taux d'amende ») et, dans ces conditions, je demande à bénéficier des aides au titre du dispositif d'accompagnement spécifique.

Fait à ..... le.....

Signature du demandeur

(précédée de la mention lu et approuvé)

<sup>(1)</sup> Signature de chacun des membres des GAEC, sociétés civiles, co-exploitants, signature du représentant légal pour les autres personnes morales.

Attention : Chaque membre des GAEC, sociétés civiles, co-exploitations ... doit compléter une annexe à la demande DACS-AGRI pour permettre le calcul du revenu familial par actif.

## **Avis du Directeur départemental des Territoires et de la Mer:**



(\*)Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Les destinataires des données sont le Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, l'ASP. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la DDTM.

**- Annexe à la demande d'aides du dispositif d'accompagnement spécifique (DACS-AGRI)**

Nom de l'exploitant

Ou Nom de la société

et nom du sociétaire

**VERIFICATIONS DU REVENU FAMILIAL PAR ACTIF**

		<b>avis d'imposition 2009I (voir notice) Année N (2008)</b>
<b>3-1</b>	<b>Revenu de l'exploitation agricole (en €)</b>	
	Bénéfice forfaitaire notifié par l'administration fiscale ou bénéfice réel déclaré	.....€
	Revenus connexes de l'exploitation (forêts, tourisme...)	.....€
	<b>Total (3.1)</b>	.....€
<b>3-2</b>	<b>Revenus extérieurs du chef d'exploitation et des membres de la famille travaillant sur l'exploitation (en €)</b>	
	Revenus du travail	.....€
	Revenus de placements mobiliers ou immobiliers	.....€
	Pensions de retraite,	.....€
	Allocations de chômage et indemnités journalières	.....€
	Autres	.....€
	<b>Total (3.2)</b>	.....€
<b>3.3</b>	<b>Revenus du conjoint ne travaillant pas sur l'exploitation (en €) :</b>	.....€
<b>3.1 + 3.2+ 3.3</b>	<b>Revenu global (en €)</b>	.....€
<b>3.3</b>	Nombre d'actifs dans le foyer fiscal	
<b>3.3</b>	<b>Revenu familial annuel par actif (en €)</b>	.....€

**VERIFICATIONS DES CRITERES ECONOMIQUES**

	<b>3 derniers exercices connus</b>				
	<b>Année N-3 (2....)</b>	<b>Année N-2 (2.....)</b>	<b>Année N-1 (2.....)</b>	<b>Année N</b>	
<b>1 Taux d'endettement de l'exploitation agricole</b> Ou pour les agriculteurs au bénéfice forfaitaire notifié par l'administration fiscale, <b>annuité LMT/chiffres d'affaires</b> .				.....%	
				.....%	
<b>2 Rentabilité</b>					<b>Variation en % de N / Moyenne des 3 derniers exercices</b>
Montant EBE	.....€	.....€	.....€	.....€	%
Ou Chiffre d'Affaires (agriculteurs au bénéfice forfaitaire)	.....€	.....€	.....€	.....€	%
<b>3 Montant des prêts bancaires court terme et/ou dettes fournisseurs</b> Variation en % année N par rapport à chacun des deux exercices précédents		.....€	.....€	.....€	
		%	%		

**A noter : le comité de gestion du PSEA pourra être amené à établir des critères supplémentaires plus restrictifs**  
Certifié par le centre de gestion ou le cabinet d'expertise comptable : date, cachet et signature

## NOTICE

### Descriptif de la mesure :

Accompagnement spécifique d'agriculteurs en difficulté pouvant conduire à l'attribution de tout ou partie des aides suivantes :

- prise en charge partielle des intérêts bancaires 2010 des prêts d'exploitation hors prêts fonciers, au delà des montants déjà pris en compte par les autres mesures du plan de soutien exceptionnel à l'agriculture,
- prise en charge partielle des intérêts bancaires 2010 liés à une opération de restructuration des encours de l'exploitant, à des facilités de paiement accordées par un établissement bancaire qui peuvent prendre la forme d'un report d'annuité 2010
- prise en charge de cotisations sociales, en complément des autres mesures sociales du plan de soutien exceptionnel à l'agriculture,

L'attribution de ces aides est conditionnée à la réalisation d'un audit simplifié (qui déterminera les causes des difficultés et les conditions d'éligibilité au dispositif d'accompagnement spécifique) et à l'avis du comité départemental de gestion du dispositif

Une aide à la réalisation de cet audit sera attribuée dans le cadre du présent dispositif (150 €)

***Cette mesure s'inscrit dans le nouveau dispositif d'aide d'État permettant le versement d'un montant d'aide maximum de 15 000 € sur la période 1<sup>er</sup> janvier 2008 ± 31 décembre 2010 (déduction faite des aides perçues sur cette période au titre du régime « de minimis »)***

### Public éligible :

- Exploitants Agricoles de moins de 60 ans, affilié en qualité d'Exploitant à Titre Principal depuis 3 ans, titulaire d'un diplôme de niveau IV (BTA ou BAC pro) ou V (BPA-BEPA) (*ou justifiant d'au moins 5 ans de pratique professionnelle sur une exploitation en qualité d'Agriculteur à titre secondaire ou principal*)
- Sociétés agricoles dont plus de 50% des parts sont détenues par des Exploitants à Titre Principal et dont 1 au moins des membres respecte les conditions cités ci-dessus

NB : Les exploitations en redressement judiciaire (date du jugement) ou bénéficiaires des aides « agriculteurs en difficulté » au 1<sup>er</sup> juillet 2008 (date de signature du plan ou de la décision d'octroi des aides) sont exclues du présent dispositif

### Critères d'éligibilité :

- Le **Revenu familial par unité de travail familial du foyer fiscal** doit être **inférieur à 1 SMIC Net** (12444 euros par an) (*Cette condition de revenu doit être vérifiée par l'un au moins des associés exploitants dans le cadre des sociétés*)

- Un **audit simplifié** doit être réalisé justifiant la réalité des difficultés de l'exploitation et vérifiant que l'un au moins des critères suivants est respecté :  
endettement supérieur à 50% des fonds propres (hors foncier) de l'exploitation, ou pour les agriculteurs au régime d'imposition forfaitaire, annuité LMT/chiffre d'affaires au moins égal à 10%,

baisse de la rentabilité de l'exploitation : diminution de l'EBE d'au moins 15% par rapport à la moyenne des 3 exercices précédents, ou pour les agriculteurs au régime d'imposition forfaitaire, baisse du chiffre d'affaires d'au moins 5 % par rapport à la moyenne des 3 exercices précédents,

augmentation des prêts court terme auprès des établissements de crédit et/ou des dettes fournisseurs sur le dernier exercice supérieure ou égale à 20% par rapport à l'un des 2 exercices précédents

**Dossier à retourner au plus tard le 30 avril 2010, à l'adresse suivante :**

**D.D.T.M. DES PYRENEES ORIENTALES  
Service économie agricole  
2 Rue Jean Richepin BP 50909  
66020 Perpignan Cedex**

**Informations:**

☎ : 04 68 51 95 19 / 14